

11 janvier 2011 | Le Droit

Être écolo jusqu'à l'os

La chronique qui suit n'est pas pour les coeurs et les âmes sensibles. Vous aurez été avertis. On fait beaucoup pour l'environnement. On ne construit pas un pouce de route sans d'abord vérifier si les grenouilles s'y opposent. Certains commerces ne donnent plus de sacs de plastique. Le plomb a disparu de l'essence il y a des lunes. On recycle. On composte. Certains baptisent leurs bacs. D'autres adoptent des arbres. Etc. Etc.

C'est « in » d'être « écolo ». C'est « cool ». On va la sauver, notre planète. On ne peut absolument rien faire pour l'humanité et les peuples qui s'entre-tuent, mais l'air sera cependant pur et frais lorsqu'il ne restera plus un être humain sur la boule. On sera mort, mais on aura bonne conscience. Et parlant de mort... Comme tout le monde sait, il y a deux façons de disposer d'une dépouille. Il y a l'inhumation, ou l'enterrement si vous préférez. Puis il y a la crémation. On brûle le corps et on remet les cendres du défunt à ses proches.

Mais il y a des inconvénients avec ces deux méthodes. D'abord, les cimetières manquent de places. Et la crémation, dit-on, est plutôt polluante. Paraît-il que 16 % du mercure qui se retrouve dans l'atmosphère est causé par les crémations. Saviez-vous ça ? Moi, non.

Et puisqu'il faut protéger l'environnement à tout prix, il faut trouver une autre façon de disposer de nos défunts. Et une compagnie de Glasgow, en Écosse, a trouvé la solution.

Voulez-vous la connaître ? Oui ? D'accord...

On bout les corps jusqu'à décomposition complète. Vous avez bien lu, on bout les corps. Comme on bout un oeuf ou une saucisse à hot-dog. Et je ne blague pas.

Le procédé se nomme la « resomation », mais il y a aussi le mot « aquamation » qui est utilisé pour cette méthode révolutionnaire et beaucoup moins polluante.

Une compagnie de Toronto du nom de « Transition Science » a acquis les droits au Canada de ce procédé et elle presse le gouvernement de modifier la loi pour que la « resomation » soit permise au Canada. Elle le serait déjà en Angleterre, en Australie et dans certains états américains.

Voici comment fonctionne la « resomation ». On place le corps dans un énorme réservoir de métal nommé un « Resomator ». Le corps est submergé dans 500 litres d'eau mélangés avec une vingtaine de litres d'hydrate de potassium, et on chauffe le tout à 150 degrés Celsius. Et au bout de trois heures, il ne reste que des cendres et des os.

Une « resomation » nécessite environ 90 kilowatts l'heure. Une crémation en prend presque le triple.

Donc d'ici quelques années, il se pourrait fort bien que la « resomation » soit le choix de la majorité des gens quand l'heure du grand départ sera arrivée.

Et ne pensez pas que la « resomation » est la « crémation » du futur et qu'on sera tous enterrés (ou brûlés) avant que cette méthode soit offerte par les compagnies funéraires. Si c'est ce que vous pensez, détrompez-vous. C'est « demain » que ça se passe. Bienvenue dans le futur.

« C'est une méthode qu'on étudie et qu'on regarde de très près, a déclaré Marcel Guy, le directeur général de la Coopérative funéraire de l'Outaouais. C'est quelque chose qui nous intéresse beaucoup puisque c'est une méthode beaucoup moins polluante que la crémation. (Et beaucoup moins chère, aurait-il pu ajouter...).

– Et croyez-vous, M. Guy, que le gouvernement canadien permettra bientôt la « resomation » au pays ? – On l'espère bien. » On bouillira les dépouilles au nom de l'environnement. Plus écolo que ça, bien... Tu meurs.

J'arrête, j'y gagne !

En terminant, voici une petite précision qui s'impose suite à ma chronique de jeudi dernier sur la cigarette et ma dépendance à cette maudite cochonnerie : « Bonjour M. Gratton, « J'ai lu avec intérêt votre article dans LeDroit du 6 janvier dernier et je vous remercie d'avoir contribué à faire connaître le Défi « J'arrête, j'y gagne ! » à vos lecteurs.

« Ceci dit, je crois qu'une petite mise au point vaut la peine d'être apportée en lien avec votre expérience personnelle (et celle de beaucoup de nos participants) :

« Historiquement, il est vrai que l'inscription au Défi se faisait en duo, soit avec un parrain (marraine) non fumeur, soit avec un coéquipier qui souhaitait arrêter en même temps.

« À la suite de des commentaires et des suggestions, nous avons ouvert cette année l'inscription aux participants qui s'inscrivent seuls. Même si la littérature démontre qu'un fumeur maximise ses chances de réussite s'il est aidé et encouragé par un proche, certains de nos participants souhaitaient,

comme vous, pouvoir vivre leur démarche de manière plus indépendante.

« Les participants qui s'inscrivent seuls ont accès au même type de soutien, outils et ressources. – Sébastien Fassier Chef des communications ACTI-MENU ».

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

11 janvier 2011 | Le Droit | JEAN-JEAN-FRANÇOISFRANÇOISDUGAS DUGAS
jfdugas@jfdugas@ledroit.ledroit.com com

Le Banquet de la francophonie déménagement à Clarence-Rockland

Après neuf ans à Embrun, le Banquet de la francophonie de Prescott et de Russell déménagera à Clarence-Rockland cette année.

La 13e édition de la grand-messe annuelle d'appartenance réunira les francophones et francophiles le 26 mars au Centre Powers de Rockland.

Le changement de lieu se veut un moyen de partager les célébrations avec d'autres communautés, assure Estelle Patenaude, présidente du Banquet.

« C'est un événement qui appartient à Prescott-Russell et on se doit de se promener ailleurs, explique-t-elle. C'est plus équitable. »

Mme Patenaude affirme que le comité organisateur de l'événement s'est penché sur cette question lors de leur post mortem l'an dernier et avait dressé subséquemment une liste exhaustive des salles adéquates de Prescott-Russell. Une nouvelle politique itinérante devrait être développée également à l'interne pour identifier une municipalité hôte, dit-elle.

« Mais ça ne veut pas dire que l'on changera de municipalité à toutes les années. »

Les trois premières éditions du Banquet de la francophonie avaient eu lieu à Alfred.

Le rendez-vous annuel permet d'introniser de nouveaux membres dans l'Ordre de la francophonie de Prescott-Russell en plus de souligner les contributions de jeunes Franco-Ontariens.

Les billets pour assister à la soirée de gala sont désormais disponibles jusqu'au 5 mars à l'Académie du Gourmet à Embrun, du mardi au samedi, ou en composant le 613-443-1700. On peut aussi remplir un formulaire au www.acfopr.com pour commander des billets.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

11 janvier 2011 | Le Droit | VALÉRIE LESSARD VALÉRIE LESSARD vlessard@ledroit.com vlessard@ledroit.com
POUR Y ALLER OÙ ? Centre des arts Shenkman QUAND ? Du 12 au 15 janvier RENSEIGNEMENTS ? 613-580-2700, www.artshenkman.ca

MÊME MISSION, 30 ANS PLUS TARD

CONTACT ONTARIOIS Qu'ont en commun Véronic DiCaire, Patrick Groulx, Damien Robitaille, Andrea Lyndsay et Swing ? Ils ont tous, au cours des trois dernières décennies, profité des vitrines de Contact Ontariois pour se faire valoir auprès des diffuseurs et ag

« Ces noms sont bien sûr de belles cartes à jouer, pour nous, mais ils témoignent surtout de tout le talent qu'il y a ici, chez nous, et qui méritent d'être découvert ! » clame Josée Vaillancourt, la directrice de Réseau Ontario, qui présente Contact Ontariois.



PHOTO COURTOISIE

Pour la 30e édition de Contact Ontariois, pas moins de 175 artistes ou groupes ont déposé leur dossier de candidature, « un record », mentionne fièrement la directrice de Réseau Ontario, Josée Vaillancourt.

L'événement, qui réunira quelque 500 artistes, diffuseurs et agents à Ottawa du 12 au 15 janvier, fêtera également ses 30 ans, cette année.

« Trente ans, ça symbolise un grand accomplissement pour ces vitrines qui permettent de faire rayonner nos artistes, tout en leur donnant, au même titre que les diffuseurs et agents, l'occasion de réseauter. Un anniversaire d'une telle envergure, c'est évidemment l'occasion de célébrer, mais ça doit aussi nous forcer à garder l'oeil ouvert et à nous améliorer », fait valoir Mme Vaillancourt.

Car si les artistes et diffuseurs ont changé, en 30 ans, les manières de promouvoir des spectacles et de les rendre accessibles au plus grand nombre ont aussi évolué. Tout comme les formes artistiques, qui se multiplient et transcendent parfois les frontières d'un seul mode d'expression. « Il faut donc s'adapter, autant aux réseaux sociaux tels Facebook et Twitter, par exemple, qu'à toutes les nouvelles formes de création. Il faut élargir nos horizons et ceux de nos membres, afin de développer une plus

grande appréciation de nos artistes et de leurs moyens d'expression, qui ne passent plus seulement par la musique et ratissent beaucoup plus large, maintenant », soutient la directrice générale de Réseau Ontario.

Le mandat de l'organisme et de Contact Ontario, lui, n'a toutefois pas changé au fil des ans. « Notre rôle demeure de promouvoir le talent d'ici, d'ouvrir de nouveaux marchés pour les artistes francophones de l'Ontario, principalement, mais aussi du Québec, de l'Acadie et d'ailleurs au pays, afin de permettre aux différents publics de la province de cultiver leur sentiment de fierté et d'appartenance à cette francophonie », assure Josée Vaillancourt.

Dans cette optique, celle-ci sait qu'il est important de tenir compte des particularités des diverses communautés francophones de l'Ontario, afin d'offrir une variété dans l'offre, mais surtout de donner envie aux gens (diffuseurs comme spectateurs) d'oser prendre des risques, « dont celui de faire tourner nos artistes ».

Pour la 30e édition de Contact Ontario, pas moins de 175 artistes ou groupes ont déposé leur dossier de candidature, « un record », mentionne fièrement Josée Vaillancourt. Parmi les 32 artistes sélectionnés, il y a le rappeur ZPN, le conteur Patrice Michaud, la formation Le Diable aux corsets, la diva Natalie Choquette, le chanteur Hugo Lapointe, ainsi que l'auteurecompositrice-interprète Cindy Doire et le magicien Éric Leclerc. Ils fouleront tous, tour à tour et à raison d'une prestation de 20 minutes, soit les planches du Centre des arts Shenkman (pour le volet grand public) et de l'École secondaire publique De La Salle (pour le volet jeunesse). La programmation complète est disponible à : www.reseauontario.ca

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 11 Jan 2011 | Ottawa Citizen | BY ANDREW SEYMOUR aseymour@ottawacitizen.com

Ex-Orléans teacher gets 9 months for child porn

A former Orléans elementary school teacher was sentenced to nine months in jail Monday for the possession of child pornography.

Paul André Dumais, 34, taught gym and drama at Jeanne Sauvé elementary school prior to his arrest in front of students last March as part of a nationwide investigation into child pornography.

He admitted to possessing 170 images and 44 movies depicting children involved in graphic sexual acts.

Ontario Superior Court Justice Lynn Ratushny said she accepted an apologetic Dumais' "repugnant" explanation that he never accessed the child pornography with the intention of harming a child, finding instead that it was a combination of "very bad judgment, curiosity and because of a naiveté of its evil."

While Dumais had already suffered serious consequences, including the loss of his teaching career, Ratushny said a jail term is necessary to discourage others from committing similar offences.

"The images are of horrific violence being committed against innocent children by anonymous and depraved individuals," said Ratushny. "Mr. Dumais was participating in the revictimization of those poor children in the pictures. He was viewing their non-ending virtual rape."

Dumais, who sat hunched forward in the front row of the courtroom before being sent to jail, was also added to the sex-offender registry, ordered to provide a DNA sample and placed on probation for a year.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

11 janvier 2011 | Le Droit | PATRICKPATRICKDUQUETTE DUQUETTE
pduquette@pduquette@ledroit.ledroit.com com

Gatineau se penchera sur un consortium

L'Outaouais veut confier à un consortium le soin d'imaginer une solution «clé en main» pour traiter ses déchets ultimes ailleurs que dans les sites d'enfouissement.

Le comité exécutif de la Ville de Gatineau doit d'ailleurs approuver une résolution en ce sens demain matin, dans un vote attendu avec fébrilité par les maires et préfets de l'Outaouais.

Le mandat du consortium retenu comprendrait la conception, la construction et l'exploitation de nouvelles installations où seraient traitées plus de 100 000 tonnes de déchets ultimes par année.

Selon nos informations, l'objectif est d'en arriver à une entente à long terme entre le consortium, la Ville de Gatineau et des MRC de l'Outaouais.

Tout dépendant de la formule retenue, la nouvelle usine permettra de diminuer considérablement la quantité de déchets convoyés vers les sites d'enfouissement. D'ici 2020, Québec interdira d'enfouir carton et matières organiques, sous peine de lourdes pénalités pour les municipalités.

Dossier délicat

En privé, les élus évitent soigneusement de parler d'un « incinérateur régional » pour désigner les futures installations. On insiste pour dire qu'aucune technologie n'a encore été retenue jusqu'ici. Le dossier est sensible. Dans le milieu des années 1990, un projet d'incinérateur de la défunte Communauté urbaine de l'Outaouais a déraillé après l'intervention des groupes environnementaux, puis l'imposition d'un moratoire provincial en 1995.

L'exploitant de la future usine aura besoin d'une importante quantité de déchets ultimes pour rentabiliser ses installations. En Scandinavie, ce genre d'incinérateur traite jusqu'à 400 000 tonnes de déchets par année. En Outaouais, selon nos informations, on envisage plutôt une capacité de 150 000 à 200 000 tonnes. Sans surprise, la Ville de Gatineau deviendrait le principal client des nouvelles installations. Le maire Marc Bureau et son comité exécutif doivent approuver demain matin le principe d'un appel d'offres suivi d'une étape de préqualification pour le choix d'un consortium.

Du côté des préfets et maires de l'Outaouais, on retient notre souffle en attendant la décision. Le porte-parole de la Table des préfets de l'Outaouais, Pierre Rondeau, a préféré ne pas commenter avant le vote. Même réaction de la part d'Alain Riel, président de la commission de l'Environnement à la Ville de Gatineau.

Le dossier est délicat pour une autre raison. Avant les Fêtes, le conseiller gatinois Stéphane Lauzon a mis ses collègues dans l'embarras en proposant de construire le futur incinérateur régional dans l'usine d'AbitibiBowater à Gatineau. À ses yeux, cela permettait de relancer l'usine, tout en traitant localement les déchets des Gatinois. « Il faut absolument que la Ville embarque là-dedans », a-t-il insisté.

En entrevue pour son bilan de fin d'année 2010, Alain Riel a refusé de commenter directement les propos de M. Lauzon. Il a toutefois rappelé que la question de l'incinérateur — ou de toute autre technologie qui pourrait être choisie — faisait l'objet de discussions à la Table des préfets de l'Outaouais. Et qu'une solution n'est pas envisageable à très court terme.

« On préconise une approche régionale. On est sur un horizon de 2015. Tout ce que je peux dire, c'est qu'il n'y aura pas une prolifération d'incinérateurs. Il y a un comité où je siège, avec tous les maires des MRC. Toute la question technologique doit être étudiée. Tout est sur la table. Tu parles de consultations publiques, tu parles du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. Bref, ce n'est pas pour demain », a insisté M. Riel.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

11 janvier 2011 | Le Droit | JEAN-FRANÇOIS DUGAS jfdugas@ledroit.com JEAN-FRANÇOIS DUGAS
jfdugas@ledroit.com

Un sous-comité pour étudier le projet

Le canton de Russell mettra sur pied un sous-comité environnemental pour étudier en détail le méga projet de centre de récupération de déchets sur son territoire.

C'est la recommandation principale qui ressortie de la dernière réunion des membres du comité consultatif de l'environnement de la municipalité en réaction à l'aménagement potentiel du « centre de récupération des ressources » proposé par les entreprises Taggart et Miller Environmental Services (TMES).

« Nous sommes toujours en mode préparatoire. On se positionne », a confié M. Bazinet hier au Droit en rappelant que les promoteurs n'avaient fourni aucune documentation officielle aux élus.

Si la décision de créer ce sous-comité sera entérinée lundi prochain, son mandat, ses objectifs, ses membres et les termes de référence restent à être fixés. Par contre, la municipalité prévoit jouer un rôle prépondérant pour assurer la collecte des données pertinentes avant de donner sa bénédiction ou rejeter le projet.

« Ce sera la responsabilité de la municipalité de jouer un rôle de coordonnateur central pour communiquer avec tous les groupes concernés et colliger des renseignements », a déclaré le maire Jean-Paul St-Pierre.

À cet effet, M. Bazinet a tendu une perche aux membres du comité « dump the dump » qui conteste avec véhémence la mise sur pied du centre de recyclage de déchets dans une carrière de 450 acres de la municipalité.

« Il y a beaucoup de bénévoles qui ont effectué beaucoup de travail. Nous avons une volonté de les rencontrer et de piger dans leurs ressources », a déclaré M. Bazinet.

Un des directeurs du comité « dump the dump », Marc Ryan, avoue que son groupe n'a pas rencontré l'échevin, mais déjà il voit d'un mauvais oeil la création du sous-comité proposé.



« C'est un exercice en procrastination. On essaie de nous enterrer dans une canne de sardines avec du procédural », a-t-il pesté.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

11 janvier 2011 | Le Droit | PHILIPPEPHILIPPEORFALI ORFALI porfali@porfali@ledroit.ledroit.com com

Scène tragique dans une garderie d'Aylmer

Mort d'un bambin de 15 mois

Rien ne laisse croire que la mort d'un bébé d'à peine 15 mois hier dans une garderie du secteur Aylmer soit de nature criminelle, a indiqué la police de Gatineau.

« L'enquête se poursuit pour déterminer les circonstances entourant la mort de l'enfant », a déclaré la porte-parole du Service de police de la Ville de Gatineau, l'agente Isabelle Poirier.

Quelques minutes avant midi, hier, les paramédics de Gatineau ont été dépêchés au 34, rue du Tartan, dans un quartier aisé d'Aylmer.

Un employé de la garderie en milieu familial située à cette adresse avait remarqué que l'un des enfants sous sa garde ne respirait plus.

« Le poupon a été transporté au centre hospitalier, où son décès a été constaté », a précisé l'agente Poirier.

Une autopsie sera pratiquée au cours des prochains jours au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale de Montréal. Hier, les enquêteurs du SPVG se sont entretenus pendant de longues heures avec les membres du personnel de la garderie.

« Nous n'avons pas de commentaires », a simplement répondu une employée de la garderie, lorsque le journaliste du Droit s'est présenté à la porte de la demeure.

Des voisins exemplaires

Selon Marc Guerrier, le voisin immédiat du 34, rue du Tartan, la famille qui y réside s'était établie dans le secteur en 2008 avec comme objectif précis d'y tenir une garderie en milieu familial.

« Ce sont vraiment des gens bien, qui donnent l'impression d'aimer les enfants, qui sont très posés, très polis », a-t-il indiqué.

Le couple de propriétaire serait d'origine latino-américaine, la dame étant native du Chili, et l'homme de l'El Salvador.

Une annonce publiée au début décembre dans le Bulletin d'Aylmer présente la garderie du 34, du Tartan comme un établissement en milieu familial « bilingue plus espagnol possédant 10 ans d'expérience, avec de bonnes références ».

Environ huit enfants se trouvaient sous la garde du couple. Les parents de ces enfants sont venus les chercher à la suite du drame, hier. L'enquête se poursuit.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

► [Junior Software...](#)
Job 2248 Launch yourself into
a creative and ...
Ottawa, ON

► [Pharma](#)
SURVOL L
est en évc
MultiLoca

Grade 8 boy hacks school system

By KENNEDY GORDON, QMI AGENCY

Last Updated: January 10, 2011 11:25pm

PETERBOROUGH, Ont. -- A Catholic school board has taken action after learning a young hacker in accessed confidential records, including provincial test scores.

John Mackle, education director at the Peterborough Victoria Northumberland and Clarington Catholic District School Board, said the Grade 8 pupil at St. Anne's School in Peterborough's north end found his way -- via his laptop, a piece of downloaded software and the board's internal network -- into a board file server containing provincewide test results.

"To be honest, I don't know that he would have understood what he was seeing," Mackle said.

"The information that he was able to see wouldn't have made a lot of sense to him."

Mackle said the incident occurred when the server in question, which isn't located at the school, was turned back on after undergoing a service upgrade.

"We normally have two levels of security," Mackle said. "In this case, level 1 was turned back on, but level 2 was not. This allowed the boy to gain access."

Security for all servers has been upgraded in the wake of the incident, he added.

The boy was in the system for about 10 minutes, Mackle said. Later, at home, he told his parents what he had done -- and they promptly contacted the school.

"They took the initiative to come to us," Mackle said.

He can't discuss the repercussions for the boy, he said, as that would violate the same privacy rules the boy broke.

The child cannot be identified.

But a letter was sent out to parents outlining the breach, and a report was made to the provincial privacy commissioner.

"We've taken the steps to make sure this can't happen again," Mackle said.

Copyright © 2011 Ottawa Sun All Rights Reserved

Article rank | 11 Jan 2011 | Ottawa Citizen | BY SARAH BOESVELD | POSTMEDIA NEWS

Catholic board bans gay and 'Nazi groups'

An Ontario school board has come under fire for banning gay-straight alliances from its schools.

The Halton Catholic District School Board in Burlington voted last November to bar students from forming gay social justice groups because they would clash with the school's traditional Catholic value system.

In an interview last week with Xtra, Canada's gay and lesbian newspaper, board director Alice Anne Lemay said there are a number of groups the board disallows, and with good reason.

"We don't have Nazi groups either," she is quoted as saying. "It's not in accordance with the teachings of the church. If they wanted to have a club outside of school, fine, just not in school."

In a statement posted Monday on the school board website, Lemay defended the board's stance and said her comments were taken out of context.

"It was not my intent to make any type of comparison between gay-straight alliances and Nazi groups. Rather, I was providing a number of examples of groups that are not endorsed and permitted in Halton Catholic schools, for example, groups in favour of abortion or hate groups of any nature," she said.

"I did not make a direct comparison between gaystraight alliances and any of these groups, nor was that my intent."

The board said it has many safety and support mechanisms for students, including dialogue groups that focus on inclusion, to ensure that each student feels safe, respected and is free from persecution.

"Our priority is to promote equity, inclusion and respect for the dignity of each human being in our system," the statement read.

The move to block gaystraight alliances disappoints but does not surprise Helen Kennedy, executive director of the human rights group Egale Canada. Efforts to strike down gay-straight alliances crop up in public schools too, she said. Last week, a public school student who tried to start a gay-straight alliance had his pride flag burned, she said.

"They know from a study across the country, that gaystraight alliances are safer, more inclusive and healthier environments for learning," she said. "So within the Halton board, I'm not sure they've given it due diligence."

She hopes to meet with the board to revisit the policy before the week is out.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 11 Jan 2011 | Ottawa Citizen | BY SNEH DUGGAL

Board offers six options for school overcrowding

Hundreds of parents gathered to learn and voice their concerns about overcrowding at some of Ottawa's elementary schools on Monday evening.

Members of the OttawaCarleton District School Board presented six possible short-term solutions for the problem at a public meeting.

The selected solution would be implemented by September as a short-term measure to tackle the accommodation pressure being felt at schools in the Glebe, Old Ottawa South and Centretown. The board would continue to try to find a long-term solution, with possible implementation in 2012.

First Avenue Public School in the Glebe, Hopewell Avenue Public School in Old Ottawa South and Elgin Street Public School in Centretown are all at or over capacity.

"When you look at these sorts of communities, you know that, at some point, you have to move kids away. Additions aren't always feasible," said Mike Carson, the board's superintendent of facilities.

First Avenue was built to hold 400 students, but it currently has more than 550 and does not have room for the 77 junior kindergarten students expected to arrive in September.

Staff at the board have put together a discussion paper outlining the possible short-term solutions.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 11 Jan 2011 | Ottawa Citizen

Schools: Finding 'consensus' won't be easy

As an example, their preferred option for First Avenue is to move the junior kindergarten students to nearby Mutchmor Public School. Those entering Early French Immersion in senior kindergarten would return to First Avenue a year later.

"It's not an unusual solution," Carson said. "It's not something we like to do, but we have done it in the past in schools in Kanata and Stittsville."

Carson said redirecting the younger students rather than the older students who had already formed attachments to their schools would likely be less disruptive.

Kelli Landers, who has three children at First Avenue and is co-chair of its parent council, echoed that sentiment and said many parents at the school thought the proposal was the best option.

"It will probably only help for a year or two, but, with other schools in the area not being at capacity, I think there's a solution right here in the community," she said.

Daood Aidroos' daughter, who is in Grade 4, was enrolled at Mutchmor until Aidroos decided to place her in the French immersion program at Hopewell. One of the board's possible solutions — relocating Hopewell's Grade 4 to 6 French immersion students to Mutchmor — would send Aidroos' daughter back to where she began.

If the board has to choose, Aidroos said, he would prefer one resulting in a transportation inconvenience for parents rather than a program disruption for students.

Rob Campbell, the school board trustee for Zone 9, which includes Old Ottawa South and the Glebe, said the questions and concerns voiced by parents on Monday showed that the board's task would not be easy.

"It has been reconfirmed that finding a solution that generates consensus across the communities is not going to be easy to find," Campbell said.

Campbell said people had started to realize that it was a complicated issue and that multiple factors would have to be considered, including input from all the schools affected, the programs being offered and the demand for French immersion programs.

Members of the public are being asked to submit their comments on the proposed short-term solutions to the board until Jan. 24.

Staff will then prepare a recommendation report to be released on Feb. 4 and presented to the board's special committee of the whole on Feb. 17.

A decision is expected by Feb. 22.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

[WJ Frequent Guest Program](#) The WestJet Frequent Guest Program

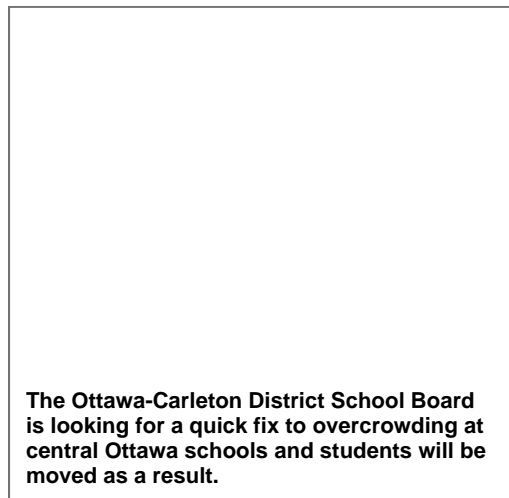
[Volunteer Abroad Programs](#) Volunteer Projects In 40 Countries! Co

[Volunteer Abroad Programs](#) Volunteer in Latin America, Africa and

School board looks for overcrowding answer

By JAMIE LONG, OTTAWA SUN

Last Updated: January 10, 2011 10:28pm



The public school board is looking for a quick solution to overcrowding in some elementary schools.

There are six options on the table for next September, but the board's superintendent of facilities, Michael Carson, says he has a favourite.

That would be to move next year's junior kindergarten students who would be attending First Avenue Public School to Mutchmor Public School for the short term.

Glashan Public School and Hopewell Public School, Elgin St. Public School and Centennial Public School could also be impacted by overcrowding in the Glebe, Centretown and Old Ottawa South neighbourhoods.

The problem for these areas, said Carson, is they're all old schools that can't expand.

"At some point you have to move kids away. Additions aren't always feasible when you look at some of these schools where the sites are

extremely tight," said Carson.

Carson and two of his colleagues showed about 150 parents each option at a public discussion Monday night.

Parents also learned the growing popularity of early French immersion has been a big player in putting First Ave. at 115% capacity.

Niko Fleming's six-year-old son attends First Ave.'s early French immersion program.

Fleming is happy his child will know two languages, so the program's pros outweigh its cons.

But an advantage for some could force parents like Justine Ogle to make multiple trips to pick up and drop off her kids.

She said Carson's favourite choice is far from the best one for her family, as she has a son at First Ave. and one who's scheduled to go there in September.

"I don't support it at all. I want the school board to consider the best interests of the kids," said Ogle.

"Moving the kids once then back again is too many transitions for someone that age."

Parents have until Jan. 24 to give the board feedback. The board is scheduled to come up with a recommendation by Feb. 19.

jamie.long@sunmedia.ca

Copyright © 2011 Ottawa Sun All Rights Reserved

Publireportage

Publié par la Direction des communications et du recrutement

UQO

SAVOIR

LE CENTRE DE
PÉDIATRIE SOCIALE
DE GATINEAUMILIEU DE STAGES, MAIS
SURTOUT DE L'INSPIRATION
POUR LES ÉTUDIANTS
DE L'UQO

La première chose qu'on ressent en franchissant la porte du Centre de pédiatrie sociale de Gatineau, c'est l'ouverture des gens. Ils sont chaleureux, compétents et sont là pour aider.



La passion et l'implication font toute la différence dans le concept de pédiatrie sociale. En plus d'y recevoir des soins de santé, il y a des ateliers de stimulation pour les enfants et de l'aide pour les parents. Les équipes multidisciplinaires, médecin, psychologue, psychoéducateur, travailleurs sociaux et des bénévoles œuvrent avec un but commun : réussir là où le réseau officiel n'est pas capable d'avoir un impact positif.

Anne-Marie Bureau est omnipraticienne et a choisi d'œuvrer au Centre de pédiatrie sociale de Gatineau : « on est tous imputables pour le succès des enfants. Ici, on ne se dit pas votre dossier sera fermé après 8 rencontres. Nous prenons le temps d'évaluer les problèmes et le tout doit se faire avec des enfants et des parents qui sont prêts à partager avec nous » d'expliquer la docteure Bureau. Elle poursuit en disant :

« l'enfant a une voix, c'est aux adultes bienveillants de décoder la nature des problèmes rencontrés ».

Geneviève Quevillon est étudiante au baccalauréat en travail social. Elle dit fièrement : « ici on a le droit et le devoir de s'attacher aux enfants ». À l'école, il y a un aspect punitif pour les mauvais comportements, ici, on mise sur le renforcement positif. Geneviève a mis sur pied son projet *Ensemble vers l'amitié* qui consiste à accompagner les enfants qui n'ont pas déjeuné ou de lunch le midi. « Ces enfants ont le droit de manger, mais aussi d'être protégés ».

Amanda Luna est étudiante au baccalauréat en psychoéducation et a développé comme projet de stage la Brigade, il s'agit d'une grille d'évaluation du développement afin de déterminer si les enfants ont les connaissances correspondantes à leur âge. « De travailler en groupe et d'être impliqués auprès des gens, nous permet de voir le vrai visage des familles que nous aidons et c'est beaucoup plus efficace ».

Vicky Lafantaisie a obtenu en 2008 une médaille du Gouverneur général pour l'excellence de ses résultats lors de l'obtention de son baccalauréat en psychoéducation de l'UQO. Elle a complété son stage, mais est toujours bénévole. Vicky s'intéresse à l'approche systémique en travail social : « On veut aider les enfants, mais aussi les parents pour donner toutes les chances aux familles ».

La passion au Centre existe grâce à une équipe, mais aussi aux dons des gens, explique Sylvie Hamelin, directrice générale. « Ceci nous permet d'accueillir les enfants et leurs familles, de les écouter et de les aider ». Le Centre de Gatineau est totalement indépendant de la Fondation du docteur Julien. Nos stagiaires ont même développé des activités de financement, dont un tournoi de golf. Sylvie Hamelin conclue en disant : « le succès de ce Centre, on le doit au savoir être et savoir faire avec la clientèle de gens exceptionnels qui s'impliquent et qui n'ont pas de préjugés ».

Photo #1 : dans la salle d'examen du Centre, deux des stagiaires de l'UQO avec la docteure Anne-Marie Bureau.

Photo #2 : Amanda Luna, Geneviève Quevillon et Vicky Lafantaisie. Trois autres étudiants de l'UQO effectuent un stage au Centre, mais étaient absents lors de notre passage. Il s'agit de : Vanessa Couturier Frenette étudiante au baccalauréat en psychoéducation, Mélanie Hains étudiante à la maîtrise en travail social et Mélanie Simard étudiante à la maîtrise en psychoéducation.

Photo #3 : une dame bénévole qui prend soin d'un bébé pendant que ses parents participent à une formation.

VENEZ À
NOS PORTES
OUVERTES

GATINEAU
29 janvier 2011
10 h à 15 h
283, boulevard Alexandre-Taché

SAINT-JÉRÔME
12 février 2011
10h à 15h
5, rue St-Joseph

[uqo.ca/
portes-ouvertes](http://uqo.ca/portes-ouvertes)

SOIS
RECONNU
uqo.ca



LEDROIT, LE MARDI 11 JANVIER 2011

Suivez-nous sur
[twitter](#) [facebook](#)

Renseignements : 819 595-3900 uqo.ca

PRINTED AND DISTRIBUTED BY: NEWSPAPERDIRECT
www.newspaperdirect.com US-CAN: 1-877-980-4040 Intern.: 800-364-6364
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

Article rank | 11 Jan 2011 | Ottawa Citizen | BY MARIA COOK

Hintonburg condos among 6 projects tapped for conservation award

‘ Sensitive infill is a hot topic ’

The conversion of a historic school in Hintonburg into condos is an example of infill done right: not too tall, not too dense and not ugly.

In recognition of its success, School House Lofts at 19 Melrose Ave. is one of six recent projects recommended for an Ottawa Architectural Conservation Award.

“ Sensitive infill is a hot topic right now and we felt that the size and design and number of units was very appropriate for the site,” says Lesley Collins, a City of Ottawa heritage planner.

The development consists of 12 units in École Sacre Coeur, a two-storey designated heritage building, plus eight stacked townhouses in the old schoolyard backing onto Hintonburg Park.

“ It allowed breathing room between the existing building and the new buildings,” Collins says. “ The use of red brick tied in with the historic building.”

The neighbourhood would welcome more of the same, says Jay Baltz of the Hintonburg Community Association.

“ This project was a definite benefit to the community, since it beautifully restored a heritage building and accomplished intensification that was compatible,” he says. “ This developer worked very well with the community.”

However, the Regional Group, though proud of the project, is unlikely to repeat it, project manager Josh Kardish says.

“ That scale of project isn’t necessarily something we would want to replicate from a pure returns point of view,” he says.

“ There’s a reason why big developers focus on the suburbs. There’s economies of scale. Projects of 20 units or less do pose an incredibly big challenge.”

A planner by training, Kardish says, “ Infill is a good idea. We loved the idea of doing stuff like this. We had a great time doing it. This is good planning.”

The school was built by the Roman Catholic Separate School Board in 1912 during a critical period in the history of French language education in Ottawa.

The architect was Francis Sullivan (1882-1929), the only Canadian pupil of Frank Lloyd Wright. His projects also include the Horticulture Building at Lansdowne Park, controversially slated to be moved in the redevelopment of Lansdowne.

From 1988 to 2001, the schoolhouse was the Youville Centre, a school and residence for young single mothers.

“ Ottawa is a very historic city and having those special places protected and enhanced through new development is very important,” Collins says.

Working with architect Douglas Hardie, the developers installed new custombuilt windows to match the originals, restored the Spanish tile canopy over the front entrance and renewed the front doors.

The selection committee for the awards, which included members of the Ottawa Built Heritage Advisory Committee, praised the interior layouts, especially the way large stairwell windows were incorporated into apartment units.

“ We didn’t push it,” Hardie says.

“ We were respectful from Day 1. I’m really crediting Regional. The guys running it have got planning backgrounds. They’re pretty realistic about what they can and can’t do.”



The recommendations go to planning committee today and to city council on Jan. 26. The awards, which recognize adaptive use, restoration and infill, will be presented in February.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.